

CommunAction

Le Bulletin sur le développement économique communautaire
du Réseau DEC du Conseil de Planification sociale d'Ottawa
Volume 1, n° 1, hiver 2003 – Gratuit



Dans ce numéro...

Le DEC, qu'est-ce que c'est?

Matthew Ducharme –
Réseau DEC du CPS

www.spcottawa.on.ca
cednet@spcottawa.ca

Le café Roasted Cherry, une entreprise de DEC

Catherine Harigan
et Steve Stewart –
Roasted Cherry Coffee
House

www.roastedcherry.com

Toronto CED Learning Network

Terry Baker – Toronto
CED Learning Network

www.torontoced.com

Un conseil sur la sécurité alimentaire pour Ottawa

James Kuhns – Ottawa
Groupe sur la sécurité
alimentaire

ofsc@spcottawa.on.ca

Dare to Dream : CID dans le sud-est d'Ottawa

Cheryl Parsons –
promotrice du
développement
communautaire et
consultante

L'actif, ça compte!

George Brown – Fonds
d'emprunt
communautaire d'Ottawa

Le DEC, qu'est-ce que c'est?

Pas plus que les bien nantis, les personnes défavorisées sur le plan économique ne forment un groupe homogène. Tout comme il existe de nombreux moyens de faire de l'argent, il y a aussi de multiples obstacles – inexpérience, faible scolarisation, absence de reconnaissance, maladie mentale – à la sécurité matérielle. Le développement économique communautaire (DEC) est le nom donné aux activités qui visent à surmonter ces obstacles, de l'intérieur, afin de réduire la pauvreté et de renforcer ainsi les communautés.

Aux personnes qui n'ont pas beaucoup d'expérience professionnelle, le DEC pourrait donner une première chance, comme celle offerte par le café Roasted Cherry. Pour celles qui se voient contraintes d'occuper un emploi peu rémunéré et qui sont financièrement incapables d'entreprendre une formation, le DEC pourrait représenter une aide à l'épargne, comme le programme de CID parrainé par le CSC du sud-est d'Ottawa. Pour les professionnels nouvellement arrivés au Canada, le DEC pourrait se traduire par de l'aide d'un fonds d'emprunt communautaire pour faire reconnaître leurs titres de compétence, les prêteurs traditionnels se refusant souvent à consentir des prêts à cette fin. Pour les personnes chez qui on a diagnostiqué une maladie mentale, le DEC peut prendre la forme d'un pavillon associé à un emploi, comme le Causeway's Kracker's Katering.

Le DEC n'est pas un programme qui fonctionne isolément, pas plus qu'il n'est créé et imposé de l'extérieur. Il s'agit plutôt du développement communautaire reposant sur l'actif (DCRA), qui consiste à examiner les capacités que possèdent déjà les communautés, et à les coordonner à l'intérieur de celles-ci afin qu'elles les appuient.

Ottawa dispose de forces diverses dans des communautés multiples qui sont parfois coupées les unes des autres, de sorte que le pouvoir de l'entraide se perd souvent.

Le DCRA est une pratique qui consiste à recenser les actifs de chaque communauté et à constituer des réseaux afin d'utiliser au mieux les talents et les ressources au profit de tous. Un programme d'aide à l'épargne à Vanier pourrait s'inspirer de ce qui se fait dans le sud-est d'Ottawa. Le café Roasted Cherry pourrait joindre les jeunes à risque par l'intermédiaire des centres communautaires et les acheminer vers un emploi lucratif. À partir des services existants, un filet de sécurité sociale qui part de la base et repose sur la communauté pourrait être créé pour toute la ville d'Ottawa.

Le CPS a créé le Réseau DEC, un groupement d'organismes qui s'intéressent au DEC et au DCRA, dans le but de favoriser le développement économique communautaire à Ottawa. Une fois réunis quelques organismes intéressés, l'un des premiers projets a consisté à dresser un répertoire des initiatives et des organismes locaux de DEC, qu'il serait possible de se procurer auprès du Réseau



www.oclf.org

Livre

The Careless Society de
John McKnight –
Matthew Ducharme

DEC du CPS.

Au nombre des projets actuels, mentionnons : les déjeuners-débats mensuels portant sur des sujets particuliers, comme le plan de services à la personne et l'établissement de liens avec de multiples paliers de gouvernement en vue d'obtenir du financement; un site Web; une aide technique pour les nouvelles initiatives; et une foire commerciale devant avoir lieu au printemps.

Le DEC est un concept nouveau. Nous n'en sommes encore qu'au tout début. N'hésitez pas à me faire part de vos questions, de vos préoccupations et de vos idées à cet égard. Comme nouvelle initiative, le DEC s'annonce fort prometteur et capable de réunir les gens animés d'une énergie nouvelle pour apporter un changement positif.

Si vous désirez connaître les autres personnes qui s'occupent du DEC, si vous avez une initiative à mettre en branle ou si vous désirez offrir votre aide en tant qu'entreprise, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Matthew Ducharme est coordonnateur du DEC pour le Réseau DEC du CPS et rédacteur en chef du bulletin CommunAction. Vous pouvez le joindre au cednet@spcottawa.on.ca.

Roasted Cherry Coffee
House

93, rue O'Connor
Ottawa (Ontario)
K1P 5M8
(613) 236-1656

www.roastedcherry.com
mail@roastedcherry.com

*Le café Roasted Cherry est un
projet de Jeunesse en relance...*

www.nbfy.com

*... nous soutenons l'apprentissage
à l'extérieur des salles de classe
traditionnelles depuis 1986.*

Le café Roasted Cherry : premiers départs...

... pour Catherine Hartigan

Je m'appelle Catherine Hartigan (alias « Cat ») et j'ai récemment obtenu mon diplôme en graphisme du Collège Algonquin. Une fois mes études terminées en juin dernier, j'ai dû me mettre à la recherche d'un emploi. Toutefois, comme je ne possédais guère d'expérience professionnelle, il m'était très difficile d'obtenir un poste dans mon domaine. Le café Roasted Cherry m'a donné l'occasion de renforcer mes compétences et d'acquérir de l'expérience pertinente en travaillant pour lui.

Les responsables savaient que je venais tout juste d'obtenir mon diplôme et j'ai été ravie d'être invitée à me joindre à l'équipe pour travailler comme graphiste à raison de deux jours par semaine. J'ai été en mesure de formuler des suggestions et de concevoir le logo du café, de planifier les menus, de produire des affiches, etc. Je fais également partie de l'équipe parce que je cherche avec les autres la meilleure façon de transmettre notre message à la communauté. En outre, on m'a encouragée à travailler à contrat tout en conservant mes fonctions actuelles.

Je travaille au café trois jours par semaine et j'ai beaucoup appris sur le marketing, le service à la clientèle et les qualités qu'il faut pour gérer une entreprise. Je suis très chanceuse d'occuper un poste qui me permet d'utiliser ma créativité et mes talents artistiques pour gagner ma vie et d'acquérir de l'expérience en vue d'emplois futurs. Il s'agit d'une expérience formidable pour moi et je raffole de mon travail.

Le café Roasted Cherry a réellement soutenu mes talents artistiques. On me permet d'exposer mes peintures sur l'un des murs de l'établissement afin que les gens puissent découvrir ce que je fais et achètent peut-être quelques-unes de ces



Le café Roasted Cherry offre des expériences de stages aux étudiants dans les domaines suivants :

- *infographie*
- *conception et maintenance de sites Web*
- *finances*
- *relations avec la clientèle*
- *services de traiteur*
- *préparation d'aliments et planification des menus*
- *marketing*

Si cette expérience vous intéresse, communiquez avec Greg, au 236-1656

« œuvres d'art »!

... et Steve Stewart

Je me souviens encore de ma première journée au Roasted Cherry, il y a plus de sept mois. Le temps a passé vite, ce qui montre à quel point je suis heureux à cet endroit.

J'étais en voie de terminer mes deux derniers crédits en vue d'obtenir mon diplôme d'études secondaires lorsqu'il m'est venu à l'idée qu'un programme d'éducation coopérative serait le moyen le plus rapide d'y parvenir. J'avais également besoin d'un emploi et d'une expérience de travail.

J'ai passé plusieurs semaines avec l'enseignante responsable de mon programme d'éducation coopérative à tenter de trouver le meilleur placement pour moi. Tout en parcourant ses dossiers et en gardant mes intérêts [à l'esprit], mon enseignante s'est souvenue d'une ancienne élève qui avait effectué son stage dans le cadre d'un programme parascolaire pour les jeunes offert par Jeunesse en relance. Nous avons téléphoné à la personne-ressource. Une nouvelle initiative allait voir le jour, ce qui me donnerait l'occasion de travailler avec d'autres jeunes et d'utiliser mes talents artistiques pour aider à rénover et à décorer ce nouveau café.

La journée où je suis arrivé, on m'a présenté à l'équipe et je me suis immédiatement mis au pinceau avec les autres. Nous avons tous passé les deux semaines suivantes à construire, à peindre et à restaurer le café jusqu'à ce qu'il soit prêt pour l'ouverture le 1^{er} mai.

Beaucoup de choses ont changé depuis, notamment l'allure de notre établissement, les membres de l'équipe et les choix au menu, mais l'endroit n'en demeure pas moins un excellent milieu de travail, où je peux être moi-même et où j'aime travailler.

The Toronto CED Learning Network : une question de lien

Tout a commencé par une conversation. Karen Liberman, alors codirectrice du Conseil de planification sociale communautaire de Toronto, s'entretenait avec Charmaine Frado, qui travaillait au 761 CDC, une importante société de développement communautaire. Elle a demandé à M^{me} Frado comment le Conseil pourrait aider à renforcer les capacités au sein des ODEC à Toronto. Celle-ci lui a répondu que chaque organisme devait « réinventer la roue » chaque fois qu'il créait une initiative de DEC, et qu'à son avis, il faudrait former une communauté dont chacun des membres pourrait faire profiter les autres de son expérience, de ses « apprentissages » et de ses ressources.

En octobre 1999, Charmaine, Karen et 12 autres personnes représentant divers groupes de la région torontoise ont organisé une conférence à laquelle ont été conviées 140 personnes des divers coins de la ville et des environs qui s'intéressaient ou participaient au DEC. Était-il nécessaire de créer un réseau d'apprentissage? Le cas échéant, à quoi ressemblerait-il? Les participants se sont

The Toronto CED
Learning Network

2, rue Carlton
Bureau 1001
Toronto (Ontario)
M5B 1J3
Tél. : 416 351-0095,
poste 250

www.torontoced.com
cednetwork
@cspc.toronto.on.ca



Le PATDEC est le Programme d'assistance technique au développement économique communautaire...

www.carleton.ca/cedtap/

... nous menons nos activités à partir de l'Université Carleton. Les demandes de financement sont accessibles en ligne.

divisés en groupes pour discuter de ces questions pendant deux jours. Les résultats des débats ont ensuite été affichés sur un tableau; les bases d'un réseau étaient jetées.

Bien qu'il ait été relativement facile d'obtenir des fonds pour organiser une conférence, les appuis à l'édification d'un réseau ont tardé à venir. Enfin, en juin 2000, le réseau a reçu de l'argent pour recruter un coordonnateur à temps plein, créer un site Web et produire un bulletin. J'ai été embauchée et il a alors fallu se mettre à bâtir un réseau sérieux. En plus des activités exigées par le bailleur de fonds, le réseau a commencé à offrir des ateliers, une conférence annuelle et des cours pratiques et à coordonner un groupe sectoriel de l'alimentation.

Au cours de cette première année, il est rapidement devenu évident qu'il fallait sensibiliser davantage la population de la ville au DEC et que les organismes de DEC avaient besoin d'aide au chapitre du marketing. C'est pourquoi le réseau a décidé de produire un catalogue. Les commentaires reçus au sujet de celui-ci ont été si positifs que le réseau cherche actuellement des moyens de continuer à le publier. Par ailleurs, il a commencé à se demander comment il pourrait fonctionner dans un contexte de financement aussi serré. Compte tenu du désinvestissement important du gouvernement, de la lassitude manifestée par les donateurs individuels et de la vive concurrence auprès des fondations, le seul secteur qui semblait être épargné était celui des entreprises. Le réseau a présenté une demande de financement afin de consulter un conseiller du PATDEC qui l'aiderait à envisager des façons d'obtenir la commandite d'entreprises pour la publication du catalogue et à chercher d'autres moyens de produire des revenus. [Le réseau] a encouragé les autres organismes de DEC de la ville à prendre part au processus afin de comprendre comment ils pourraient à l'avenir mieux collaborer avec les entreprises.

S'il est un terme qui exprime bien en quoi consiste un réseau, c'est le mot « lien ». Le réseau établit un lien avec ses membres au moyen de son bulletin électronique hebdomadaire, de son site Web ainsi que de réunions périodiques de réseautage et il cherche des façons dont les membres peuvent communiquer entre eux afin de mettre en commun les ressources et les renseignements dont ils disposent.

Terry Baker, coordonnatrice du Toronto CED Learning Network

Groupe sur la sécurité alimentaire d'Ottawa

a/s du Conseil de Planification sociale d'Ottawa

280, rue Metcalfe
Bureau 501
Ottawa (Ontario)
K2P 1R7

ofsc@spscottawa.on.ca

Un conseil sur la sécurité alimentaire pour Ottawa

On envisage de créer le Conseil sur la sécurité alimentaire d'Ottawa, un organisme qui se penchera sur tous les aspects du système alimentaire local, depuis la production jusqu'à la consommation.

Le Groupe sur la sécurité alimentaire d'Ottawa a commencé à se réunir de manière officieuse après la publication, en février 2000, du rapport du Groupe de travail sur la pauvreté, qui réclamait l'élaboration d'une politique régionale sur la sécurité alimentaire. En mars 2001, le Groupe a produit le rapport intitulé La sécurité alimentaire à Ottawa : un profil communautaire, dont la publication a été suivie d'une journée de consultation sur la question auprès de divers intervenants du système alimentaire.



« ... les objectifs consistent notamment.. à agir comme ressource [pour] la promotion du développement durable et de systèmes alimentaires viables. »

Au printemps 2002, une autre série de consultations a été menée dans le but de recueillir l'opinion des intervenants sur la création et la structure d'un conseil de l'alimentation.

Depuis septembre, le Groupe sur la sécurité alimentaire d'Ottawa s'emploie à jeter les fondations du Conseil, lequel commencera ses activités en mars 2003.

Le Conseil poursuivra la noble mission de faire d'Ottawa une communauté où l'alimentation est sécuritaire. Ses objectifs consistent notamment à encourager de saines habitudes alimentaires, à stimuler les partenariats locaux afin d'accroître la production d'aliments cultivés localement et leur accessibilité et à agir comme ressource, avec les organismes qui ont pour mandat de promouvoir le développement durable et des systèmes alimentaires viables.

Il vaut la peine de souligner que le Conseil agira comme catalyseur et soutien pour la création de projets locaux favorisant la sécurité alimentaire. Les projets ayant trait à l'alimentation représentent un secteur tout désigné pour les initiatives de développement économique communautaire. L'alimentation rassemble les gens et aide à bâtir la communauté. Ces projets contribueront à rendre les gens et la communauté autonomes, tout en aidant à créer un système alimentaire local écologiquement viable.

Le Conseil sur la sécurité alimentaire d'Ottawa logera dans les bureaux du Conseil de Planification sociale. Nous nous réjouissons à l'idée de collaborer avec le Réseau DEC pour atteindre nos objectifs respectifs.

James Kuhns est promoteur du conseil de l'alimentation pour le Groupe sur la sécurité alimentaire d'Ottawa.

Dare to Dream :

Programme de comptes individuels de développement au Centre du sud-est d'Ottawa pour une communauté en santé

Centre du sud-est
d'Ottawa pour une
communauté en santé

1355, rue Bank
Bureau 600
Ottawa (Ontario)
K1H 8K7

(613) 737-5115

Le programme de CID pourrait toujours profiter de l'expérience de personnes désireuses de donner bénévolement de la formation en gestion financière. Si vous êtes

Les comptes individuels de développement (CID) sont en voie de devenir l'un des outils les plus prometteurs pour permettre aux personnes à faible revenu de constituer un actif et de créer pour elles-mêmes et leur famille un avenir plein d'espoir.

Les CID sont fondés sur un plan d'épargne jumelée accéléré, destiné aux personnes à faible revenu et/ou bénéficiaires de l'aide sociale. L'épargne jumelée consiste à ajouter aux montants épargnés par les participants des fonds de contrepartie qui proviennent en général de sources privées et publiques.

Le Centre du sud-est d'Ottawa a lancé un projet pilote qui s'intitule **DARE TO DREAM** en partenariat avec la Ville d'Ottawa, la Fondation communautaire et le Programme d'assistance technique au développement économique communautaire.

Les épargnes accumulées dans le cadre de ce projet sont affectées à l'acquisition d'un actif, lequel peut comprendre des outils pour les entreprises, une formation scolaire ou des ressources qui ne sont pas financés par les programmes et les



intéressé, appelez le centre.

« Nous espérons que ce projet aidera 20 personnes à réaliser un rêve... »

services existants.

Le projet **DARE TO DREAM** a commencé en septembre 2002 avec 20 participants et se poursuivra jusqu'en octobre 2003. Le taux de jumelage des épargnes se situe entre trois et cinq dollars versés pour chaque dollar investi, selon le niveau d'engagement des participants à l'égard de l'acquisition de connaissances en finances et selon l'épargne mensuelle de chacun. Le montant des épargnes individuelles varie entre 16 et 20 dollars par mois.

Les participants au projet DARE TO DREAM s'engagent à assister à un atelier mensuel de deux heures sur les finances et à une rencontre d'une heure avec un groupe d'entraide. Ils ont en outre accès, au besoin, à des services de consultation individualisés et à une formation axée sur l'actif. Les ateliers sont animés par la coordonnatrice de projet en collaboration avec des membres de la communauté et du comité directeur.

À ce jour, nous avons offert trois ateliers sur les finances, trois rencontres de groupes d'entraide et des épargnes jumelées à 20 personnes. Nous avons donné aux participants des occasions de mettre en commun des ressources et des connaissances et de faire du réseautage. Cheryl Parsons, coordonnatrice du projet, et Darlene Prokop, membre du comité directeur, s'emploient actuellement à rassembler et à constituer des ressources financières et du matériel pédagogique qui serviront pour la formation dans le cadre du projet DARE TO DREAM.

Le projet a reçu du financement du PATDEC, de la Ville d'Ottawa et de la Fondation communautaire dans le but de recruter un spécialiste du Social and Enterprise Development Innovations (SEDI), d'organiser des cours de formation des formateurs et de mettre en place des ressources qui s'ajouteront au programme DARE TO DREAM et aux ressources existantes. Le SEDI a aidé le personnel du programme à former d'autres animateurs afin de soutenir la mise en œuvre du projet DARE TO DREAM.

Les responsables du projet compilent des données sur les résultats des groupes de discussion, les commentaires sur les ateliers, les évaluations des groupes d'entraide, les besoins et les forces des participants, les changements de comportement, les succès en matière de dépôts, les difficultés, le taux de participation, les besoins des animateurs, les défis à relever sur le plan de la capacité, l'évolution des effectifs et les recommandations formulées par les participants. En outre, toutes les politiques et les procédures qui posent des difficultés pour le soutien du revenu des participants sont consignées afin d'être évaluées.

Nous espérons que ce projet aidera 20 personnes à réaliser un rêve et que leurs succès permettront d'accroître le soutien et l'intérêt à l'égard du financement de projets éventuels de comptes individuels de développement.

Cheryl Parsons est promotrice et conseillère indépendante du développement communautaire et travaille actuellement au CSEOCS à titre de coordonnatrice de projet de CID.



Fonds d'emprunt
communautaire d'Ottawa

280, rue Metcalfe
Bureau 407
Ottawa (Ontario)
K2P 1R7

(613) 594-3535

www.ocif.org

L'actif, ça compte!

Créer des instruments financiers pour les personnes qui touchent un faible revenu

À la fin des années 1980, après avoir discuté avec des assistés sociaux (frustrés parce qu'ils avaient l'impression de tourner en rond) et réfléchi à l'intérêt extraordinaire que manifestaient certains de ses collègues universitaires pour leur régime de retraite (c.-à-d. leur REER), Michael Sherraden, Ph. D., professeur à l'école de service social George Warren Brown de l'Université Washington (St. Louis) formulait une nouvelle théorie d'aide sociale reposant sur l'actif. D'après lui, des décennies de programmes fédéraux n'avaient pu faire la preuve que les politiques d'aide sociale axées sur les ressources améliorent de façon permanente la situation des bénéficiaires. Ces politiques sociales à l'intention des pauvres étaient fondées sur le revenu, soit sur le flux des biens et des services. Il était supposé que la pauvreté et la misère résultaient d'une mauvaise répartition des flux de ressources et que cette répartition devait être rajustée. M. Sherraden en vint à conclure que les politiques sociales reposant sur le revenu, bien qu'humanitaires et justifiables, ne constituent ni le seul ni peut-être le meilleur fondement de l'aide sociale. Il proposa plutôt que l'actif, et non le revenu, serve désormais de point de référence.

Car l'actif compte. À part le revenu, la possession d'un domicile et le fait de disposer d'économies pour prendre sa retraite, lancer une petite entreprise ou payer les études de ses enfants peuvent faire toute la différence entre la sécurité financière et l'exclusion économique. M. Sherraden croit que la présence d'actifs contribue à la stabilité des ménages, au bien-être économique et à l'engagement communautaire, tandis que leur absence accroît les possibilités de pauvreté, d'exclusion et de désengagement. Pour les salariés à revenu moyen ou élevé, les avantages que représentent l'économie et la constitution d'un actif sont évidents. C'est seulement depuis peu, toutefois, que l'on s'intéresse aux effets possibles d'un actif sur les familles et les individus touchant un faible revenu, et de façon plus importante encore, aux initiatives stratégiques propres à aider les gagne-petit à acquérir un actif productif.

Jusqu'à présent, en Amérique du Nord, de telles initiatives ont été centrées principalement sur les comptes individuels de développement (CID) pour les personnes à faible revenu. Les CID sont avantageux pour les familles qui font des économies en vue d'acheter leur première maison, de payer des études postsecondaires ou de lancer une petite entreprise, car celles-ci obtiennent des fonds de contrepartie provenant habituellement de diverses sources publiques et privées. Les CID sont normalement gérés par des organismes communautaires, comme le projet « Dare To Dream », à Ottawa, parrainé par le Centre du sud-est d'Ottawa pour une communauté en santé. Le plus important projet pilote de CID au monde est l'initiative canadienne « \$avoir en banque », dirigée par Social and Enterprise Development Innovations. \$avoir en banque est un projet pluriannuel (2009) financé par DRHC et mis en œuvre dans dix collectivités canadiennes. (Oui, Ottawa a manqué la coche, mais nous faisons tout ce que nous pouvons pour nous reprendre!)

Pour que le développement communautaire reposant sur l'actif (le DCRA) puisse



évoluer, il faut relever quelques défis :

Sensibilisation – bailleurs de fonds, organismes communautaires, fournisseurs de services sociaux, etc. Le système de service social est axé sur la collecte de données, l'organisation de programmes et le financement de projets s'inspirant d'un modèle de développement fondé sur le revenu. Les politiques provinciales actuelles exigent que l'actif des assistés sociaux soit limité au strict minimum. Il faudrait examiner et remettre en question ces politiques. Si l'on cherche vraiment à rompre le cycle de la pauvreté, pourquoi pénaliserait-on une famille bénéficiaire de l'aide sociale qui économise par l'entremise d'un CID afin de payer les études de ses enfants? Pourquoi ne mettons-nous pas en œuvre des programmes visant à aider les travailleurs à faible salaire à devenir propriétaires et à acquérir des capitaux? Des études montrent qu'un nombre important de locataires pourraient devenir propriétaires s'ils recevaient de l'aide pour effectuer le versement initial sur une maison. Les multiples projets novateurs mis en œuvre à cet égard par nos voisins américains sont une bonne source d'inspiration.

Infrastructure du financement – Pour que les CID soient un jour aussi répandus que les REER et les REEE (comme je le souhaite), il faudra que tous les secteurs communautaires contribuent au financement de façon importante. Les bailleurs de fonds locaux non gouvernementaux comme la Fondation communautaire d'Ottawa (FCO), Centraide et le Fonds d'emprunt communautaire d'Ottawa (FECO), pour n'en nommer que quelques-uns, devront comprendre l'importance du DCRA et adapter leurs mécanismes de financement en conséquence. La FCO est à l'avant-garde avec son groupe de travail chargé d'examiner les conséquences qu'auront pour elle les initiatives de DCRA. De même, le FECO a intégré à son programme des prêts d'« autosuffisance », grâce auxquels trois professeurs formés à l'étranger ont pu obtenir un prêt pour financer leur formation d'agrément.

Recherche – Le DCRA doit être examiné sous tous les angles. À elle seule, l'accession à une propriété abordable pourrait faire l'objet d'une étude approfondie. La documentation sur les pratiques exemplaires dans ce domaine est encore très récente mais étonnamment abondante. Les collèges et universités de la région devraient faire du DCRA un sujet de recherche principal.

Le maintien du revenu et le DCRA ne s'excluent pas mutuellement. Toute personne qui a déjà fait de l'aviron sait que la meilleure façon d'avancer rapidement est de tirer fermement et également sur chaque rame. Si un bras tire plus fort que l'autre, la barque se met à zigzaguer et prend plus de temps à arriver à destination. Imaginez ce qui se produirait si on n'utilisait qu'une seule rame! On ne ferait que tourner en rond. Il n'est pas étonnant que certains finissent par abandonner pour se laisser porter à la dérive. Il n'en sera pas ainsi à Ottawa si nous faisons en sorte que nos citoyens soient munis des deux rames qu'il leur faut pour arriver à bon port.

George Brown est le président du Fonds d'emprunt communautaire d'Ottawa. Pour en savoir davantage : www.oclf.org.



Livre du mois

***The Careless Society : Community and its Counterfeits,* John McKnight**

M. McKnight prétend que les services sociaux peuvent constituer un substitut dangereux de la communauté. Quand l'assistance à ses semblables devient un service, les citoyens cessent de s'entraider. Quand l'économie devient axée sur les services, ceux-ci sont évalués en termes de dollars. L'accent mis sur les budgets amène les professionnels des services – médecins, avocats, travailleurs sociaux, chercheurs, fonctionnaires – à perdre de vue le but du service : soutenir la communauté. Par conséquent, les services sociaux peuvent détruire les communautés en anéantissant la capacité des gens de se soucier les uns des autres, en provoquant l'isolement et en appauvrissant la communauté à cause du coût des programmes. Voilà qui donne à réfléchir!

Matthew Ducharme

Calendrier

Ottawa met la dernière main à son plan de services à la personne, qui s'inscrit dans le cadre d'Ottawa 20/20. Si vous désirez avoir votre mot à dire sur l'avenir des services sociaux à Ottawa...

FOCUS SUR LA FAMILLE : Le jeudi 6 février 2003

Centre communautaire de Beaverbrook, 2, chemin Beaverbrook (Kanata)
Circuit d'autobus n° 162, direction nord

Les deux séances ont lieu de 19 h à 21 h.

Prochain numéro

Le prochain numéro sera mis sous presse au printemps. Si vous désirez envoyer un article, soumettre un compte rendu sur une ressource, présenter une initiative de DEC ou annoncer une initiative ou un événement, communiquez avec Matt Ducharme : cednet@spcottawa.on.ca, (613) 236-9300, poste 304.